DU

MALAISE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

ET DE

L'INSTITUTION DES PRUD'HOMMES

APPLIQUÉE A L'ORGANISATION DU TRAVAIL

DANS LA FABRIQUE LYONNAISE,

Par PH. THIERRIAT.



LYON

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE J. NIGON,

Rue Chalamont, 5.

1848.

Sommaire.

Où est le malaise de notre classe ouvrière. Plan de cet écrit.

I. AVILISSEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE. — Tableau de la position des ouvriers ; chefs d'ateliers, compagnons, apprentis. — L'absence de perfection dans le tissage est la conséquence de l'avilissement de la main-d'œuvre. Il faut que les réformes, pour être radicales, commencent par la classe ouvrière. L'ordre et la propreté chez le pauvre, sont une protestation énergique contre l'inégalité sociale. — Remèdes proposés contre l'avilissement de la main-d'œuvre : 1° Brusque augmentation des salaires. Opinion de Cabet contre cette mesure. Elle est dangereuse et prématurée.—2° Toutes les industries entre les mains de l'Etat. Opinion de Louis Blanc contre ce système. Comment l'Etat pourrait-il fixer le taux du salaire ? Triste alternative pour lui, le monopole ou la ruine. L'Etat ne doit pas être entrepreneur d'industrie. Noble destinée de la France. — 3° Association en masse et communauté d'intérêts. Ce serait le retour à la manufacture. La manufacture est impossible en soierie. Opinion de Kauffmann : Tableau comparé de la manufacture et de l'atelier lyonnais. Que deviendrait le mobile de l'intérêt privé ? Fausse position du chef. — Tous ces remèdes sont donc insuf-

fisants : Cependant le sort de l'ouvrier doit être amélioré. Tableau de ce qu'il devrait être.

II. Discontinuité du travail. — Production à vil prix ; extrême concurrence. — Tableau historique du développement de ce système. Impulsion donnée par Napoléon à toutes les industries. La Jacquard fille de la Révolution Française. Lyon sans rivaux dans toute l'Europe. Coalition industrielle de toute l'Europe contre nous. Insuffisance des débouchés. Les fabricants se replient sur l'intérieur. Concurrence acharnée. Naissance forcée du système dit à bon marché. Principe généreux en apparence sur lequel s'appuie le bon marché. Louis-Philippe, champion de l'étranger contre la France. — Réfutation du système qui s'appuie exclusivement sur le bon marché. Caractère de la soie. C'est un objet de luxe, sa consommation est bornée. Qualités essentielles de l'étoffe de soie, le bon goût, le choix de la matière première, la perfection de la main-d'œuvre ; le bon marché, s'il et possible, ne vient qu'en quatrième ligne. — Qu'est-ce que le bon marché ? Faux et vrai bon marché. Le but du bon marché est manqué, celui d'étendre la consommation à la classe ouvrière. Ce sont les riches presque seuls qui en profitent. C'est un entraînement pour les classes ouvrières vers un luxe immodéré. Le véritable luxe est dans la propreté. — Remède proposé à la discontinuité du travail. — Traités de commerce et nouveaux débouchés ; espoir démenti par les efforts des étrangers pour développer chez eux une industrie rivale de la nôtre. Libre échange, c'est un progrès, mais prématuré. Ne pourra jamais se réaliser tant que l'Europe ne sera pas démocratique. C'est une mesure dangereuse tant que nos industries ne seront pas organisées. — Lors même que les nouveaux débouchés seraient possibles, notre bien-être ne serait que passager. Emigration des campagnes dans les villes. — Conséquence de la discontinuité du travail : absence de spécialité et de perfection.

III. Cherté des subsistances. — Trop de bras en industrie, et pas assez en agriculture. Entre le consommateur et la terre, la spéculation et l'accaparement. L'agriculture est négligée :

là est le mal profond. — Remèdes proposés : Diminution ou suppression des impôts; insuffisant, à cause de la masse des bras, de l'intérêt des producteurs, et de l'émigration des campagnes. — Métiers dans les campagnes, résultat de la funeste puissance d'attraction de notre industrie. — Vrai remède au malaise général, encourager vigoureusement l'agriculture.

Conclusion. Mesure qu'il conviendrait de prendre pour réglementer plus sagement notre fabrique lyonnaise :

1° Relativement aux apprentis et aux maîtres d'apprentissage.

2° Relativement aux compagnons.

3° Relativement aux maîtres.

Etablissement d'une Caisse fraternelle.

4° Relativement aux commis de la fabrique et de la commission.

Ecole spéciale de la soie, comme matière première.

Une large organisation des prud'hommes rendrait toutes ces mesures réalisables.

Malaise de notre classe ouvrière.

Le malaise de notre classe ouvrière est dans trois faits différents :

DANS L'AVILISSEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE;

DANS LA DISCONTINUITÉ DU TRAVAIL;

DANS LA CHERTÉ DES SUBSISTANCES.

Parcourir ces trois ordres de faits; remonter à leurs causes qui font aussi le malaise des fabricants et des commissionnaires; indiquer, en les appréciant, les diverses mesures proposées pour arriver à un état meilleur; exposer enfin le remède que nous croyons radical : telle est la tâche que nous nous sommes imposée.

I

PREMIÈRE CAUSE DE MALAISE.

Avilissement de la main-d'œuvre.

Evidemment la main-d'œuvre est avilie si le produit du travail est insuffisant pour nourrir le travailleur. Or, voici le résultat de calculs puisés aux sources les plus pures et les plus incontestables, les livres d'ouvriers. En moyenne, un métier, pour faire vivre une famille de trois personnes, ne produit que huit ou neuf cents francs. Je dis en moyenne, parce qu'en prenant le livre d'un maître très habile et très favorisé, qui travaille depuis des années pour une bonne maison, on trouve que ce maître exceptionnel peut gagner mille à onze cents francs. Mais ceux qui chôment ou qui sont malades, ou qui entreprennent un article malheureux pour lequel ils font des frais; ceux-là, et c'est le plus grand nombre, gagnent moins de sept cents francs. Ils s'endettent, perdent tout crédit, toute considération et tombent dans un état de misère dont il leur est difficile ensuite de sortir. Il faut, pour qu'un tisseur qui n'a qu'un métier puisse vivre et soutenir sa famille, qu'il ne chôme jamais et qu'il ne soit jamais malade.

Ceux qui ont plusieurs métiers, et qui occupent des ouvriers ou des apprentis, peuvent gagner davantage. Mais ils ont plus de dépenses, plus de responsabilité, plus de soucis. Ils sont limités entre les exigences du fabricant, d'une part, et celles de leurs ouvriers, d'autre part. Ils sont responsables de l'étoffe devant le fabricant; ils ont un matériel plus coûteux, un personnel plus nombreux à loger, à nourrir, à surveiller. Si l'on travaille, ils gagnent plus que les maîtres qui n'ont qu'un métier; mais si l'on chôme, ils perdent davantage, car leurs frais vont toujours dans la morte-saison; en sorte que leur position n'est pas meilleure.

Les compagnons ont moins de dépenses, moins de soucis, plus d'indépendance. Les habiles même sont recherchés au moment de la saison. Ensuite, ils chôment, quoique moins longtemps que les autres. Et comme ils ne touchent que la moitié de la façon, leur position est aussi précaire que celle des chefs d'ateliers.

Quant aux apprentis, c'est une dure épreuve que leur temps d'apprentissage. Les maîtres, malgré la meilleure volonté, ne peuvent guère adoucir leur sort, puisqu'ils le subissent eux-mêmes. Souvent leur instruction dans l'atelier reste incomplète, parce que les démonstrations du maître prendraient un temps précieux, et que la nécessité l'oblige à les faire travailler sans relâche toute la journée.

L'ABSENCE DE PERFECTION DANS LE TISSAGE EST LA CONSÉQUENCE DE L'AVILISSEMENT DANS LA MAIN-D'ŒUVRE.

Il est clair que si la main-d'œuvre est mal payée, il faut précipiter le travail et gagner sur la quantité en négligeant la qualité. Les soins qu'on doit apporter au tissage sont en quelque sorte défendus, et c'est à ses dépends que l'ouvrier consciencieux apporte tous ses soins à l'étoffe. Imperfection, — telle est donc la conséquence naturelle de l'avilissement de la main-d'œuvre, quand des matières premières d'une qualité trop souvent inférieure demanderaient au contraire un redoublement de précautions dans le tissage.

Cependant, il ne faut pas que les ouvriers s'abandonnent à la mauvaise fabrication. Ils doivent s'attacher au contraire à bien fabriquer pour mettre le bon droit de leur côté. La meilleure manière de faire accepter ses prétentions, c'est de bien faire, et les ouvriers négligents nuisent à leurs frères en autorisant les rabais et en contribuant à maintenir l'avilissement du salaire.

Il faut que les réformes, pour qu'elles soient radicales, commencent par tout ce qui dépend de nous-mêmes. Les soins du métier, l'ordre et la propreté, sont en soierie impérieusement nécessaires. L'éclat ou la délicatesse des couleurs, la fraîcheur de l'étoffe, demandent de la part de nos ouvriers, véritables artistes, des précautions plus grandes, une propreté plus exquise que partout ailleurs. Il faut donc faire tout son possible pour arriver à plus de perfection et pour rendre l'étoffe plus brillante. Le chômage laisse malheureusement assez de temps à l'ouvrier pour qu'il puisse mettre de l'ordre dans son atelier. Ce n'est pas de luxe qu'il s'agit, le luxe est impossible au pauvre, c'est uniquement de propreté. Quelque soit la simplicité d'un atelier, la propreté le relève et le décore. Elle est la coquetterie du pauvre, la seule qui lui reste et qui lui fasse honneur. L'extrême pauvreté ne doit pas nous abattre et nous paralyser ; l'homme de cœur, au contraire, doit se raidir contre l'adversité. L'ordre et la propreté chez le pauvre sont une protestation vivante, énergique, amère, contre l'inégalité de notre ordre social qui met parfois tant de richesses entre des mains dissipatrices et indignes, tandis que celui qui pourrait en faire un noble usage, est souvent penché sur le bord de la misère.

Remèdes proposés contre l'avilissement de la main-d'œuvre.

PREMIÈRE MESURE PROPOSÉE :

L'AUGMENTATION IMMÉDIATE DES SALAIRES.

Il résulte des considérations précédentes que le salaire est insuffisant, et qu'il doit être augmenté. Nous sommes partisant de l'augmentation du salaire. Mais dans quel sens doit-il l'être? Là est toute la question. Aucun moyen proposé ne nous semble contenir la solution du problème.

Contre l'augmentation immédiate, nous répondrons par ces paroles décisives de Cabet :

« Quand on parle d'augmentation de salaire, je crains, dit-
» il, que ce ne soit une tentative prématurée. Car on ne peut
» pas changer le sort de l'ouvrier sans changer aussi le sort
» du maître, ni toucher à la production sans modifier la con-
» sommation. Toutes les industries voudront avoir l'augmen-
» tation du salaire,... le résultat, c'est qu'il y aura réaction :
» Si vous augmentez le salaire partout, le prix des marchan-
» dises sera plus élevé partout; et alors l'ouvrier paiera plus
» cher ses habits, son chapeau, ses souliers, ses vivres. En
» sorte que par le salaire il touchera davantage de la main

» droite; mais, par la consommation, dont le prix sera augmenté, il dépensera davantage de la main gauche: sa position ne sera pas changée, il se trouvera toujours dans la misère. Ce n'est pas, je le crains, l'augmentation des salaires qui peut remédier à la misère actuelle. »

J'ajoute : Qu'arriverait-il dans notre Fabrique si le salaire était augmenté? Le fabricant ferait peut-être terminer l'étoffe sur les métiers, mais il n'en recommencerait pas d'autre. Retenu par la concurrence étrangère et par ce qui est fabriqué déjà, il s'arrêterait. Aucune loi ne peut le contraindre à faire une mauvaise opération, à fabriquer de l'étoffe chère quand il en existe déjà tant faite à meilleur marché. Plutôt que de sacrifier son temps, son argent, son travail, d'exposer même son honneur dans les affaires, il se retirerait; et la soie n'est pas tellement indispensable, surtout quand on menace le luxe de lois somptuaires, que le consommateur ne puisse s'en priver ou la remplacer par d'autres tissus. D'ailleurs la production a tellement dépassé la consommation, que les magasins de gros et de détail sont abondamment fournis d'étoffes de soie, et que notre fabrique peut cesser de produire pendant toute une année sans que la consommation soit prise au dépourvu.

DEUXIÈME MESURE PROPOSÉE :

TOUTES LES INDUSTRIES ENTRE LES MAINS DE L'ÉTAT.

La brusque augmentation des salaires n'amènerait donc pas l'amélioration du sort de nos travailleurs. Voyons la deuxième mesure proposée. — Toutes les industries entre les mains de l'Etat.

Louis Blanc a dit très sagement dans son petit livre de l'organisation du travail : « Il est certain que l'Etat devenu » entrepreneur d'industrie, et chargé de pourvoir aux besoins » de la consommation privée, succomberait sous le poids de » cette tâche immense. Mais, en supposant même que l'Etat pût » y suffire, ce qu'on risquerait de trouver au bout d'un pareil

» système, ce serait la tyrannie et la violence exercée sur l'in-
» dividu sous le masque du bien public, la perte de toute
» liberté, une sorte d'étouffement universel enfin. »

Ce système n'est réalisable ni au point de vue du capital, ni au point de vue de l'intelligence, ni au point de vue des travailleurs.

Pour que l'Etat pût faire travailler à son compte toutes les industries, il lui faudrait un capital de quarante à cinquante milliards, c'est-à-dire la fortune universelle de la France. L'expropriation au profit de l'Etat de toutes les fortunes privées est une supposition inadmissible.

Ce système n'est pas réalisable au point de vue de l'intelligence. — L'Etat n'a pas et ne peut avoir des fonctionnaires spéciaux pour diriger chaque industrie; car, en qualité d'officiers publics, ils toucheraient une rétribution fixe, et ne seraient plus intéressés personnellement au succès de l'industrie; ils en auraient la direction, mais ils ne pourraient s'y livrer exclusivement comme dans l'industrie privée, seul moyen cependant d'être toujours à la hauteur du progrès.

Ce système n'est pas réalisable au point de vue des travailleurs. — Il exigerait une discipline entièrement contraire au principe de liberté, et une direction uniforme destructive de toute variété, de tout progrès. L'Etat devrait taxer le prix de la main-d'œuvre; mais comment le faire pour des industries aussi variées? pour la nôtre, par exemple, qui est mobile à l'excès, et dont les tarifs successivement proposés et acceptés par tous, n'ont jamais pu se maintenir? Ou bien l'Etat ne paierait pas assez et nous tyranniserait, ou bien il paierait trop, et serait à son tour tyrannisé par nous. Le monopole ou la ruine, telle serait sa triste perspective.

Enfin, au point de vue des frais généraux, — Si l'Etat voulait suivre et subir tous les mouvements de la mode, ou bien il consentirait à finir les articles commencés pour les solder ensuite à vil prix, ou bien il s'imposerait d'énormes sacrifices pour les renouveler immédiatement, et perdrait dans l'un et l'autre cas.

D'ailleurs, il ne faut pas que notre Gouvernement devienne jamais un gouvernement mercantile, ce qui le mettrait dans la nécessité d'arrêter la production au dedans, ou de lui chercher des débouchés par la force au dehors. L'Histoire et la Tradition nous défendent d'en faire un marchand. Nous avons une autre mission à remplir dans le monde que de chercher à l'inonder de nos produits. La France, noble dépositaire de la civilisation, est faite pour porter aux peuples le drapeau des idées généreuses!

TROISIÈME MESURE PROPOSÉE :

ASSOCIATION EN MASSE ET COMMUNAUTÉ PROPORTIONNELLE D'INTÉRÊTS.

Ni la brusque augmentation des salaires, ni toutes les industries entre les mains de l'Etat. — Voyons donc la troisième mesure proposée, l'association en masse de tous les membres d'une industrie, avec la communauté d'intérêts.

On l'a dit, trois éléments contituent l'Industrie : Le travail, le capital, l'intelligence. Partout où ces trois éléments sont réunis, il y a un corps industriel, quelque petit qu'il soit. Je veux prouver que nos ateliers sont autant de petits centres industriels, et non pas seulement des groupes de travailleurs. Nos chefs d'ateliers n'ont-ils pas un capital, dans leur métier, leurs *harnais*, leurs ustensiles ? Qui oserait leur refuser l'intelligence, quand il est prouvé, au contraire, que les trois-quarts des grandes découvertes de la fabrique sont dues aux ouvriers, dont plusieurs pour la théorie du tissu, et l'organisation du métier pourraient en apprendre à beaucoup de fabricants? Ainsi nos maîtres lyonnais sont autant de petits industriels, et non pas seulement des manœuvres.

L'association est donc possible dans l'atelier, puisque les trois éléments producteurs y sont réunis. Elle l'est aussi dans la manufacture, vaste atelier où le travailleur, les contre-maîtres et les chefs représentent les trois éléments. Mais pour appliquer à notre fabrique en masse, marchands de soie, ateliers, fabri-

cants, commissionnaires, le régime de l'association, comme certains socialistes de notre ville le proposent, il faudrait réduire notre fabrique à l'état de manufacture.

Or, la Manufacture est impossible en soierie; du moins, c'est notre conviction profonde. Toutes les tentatives de ce genre ont échoué, après une existence plus ou moins prolongée, selon la fortune, l'obstination et les sacrifices des fondateurs. L'expérience est donc d'accord avec le raisonnement pour prouver que l'uniformité d'impulsion nécessaire à la Manufacture est entièrement contraire au principe d'indépendance et à l'originalité de notre industrie.

Dans notre Fabrique est la vraie liberté; sa base est essentiellement démocratique. L'ouvrier est indépendant du maître, le maître l'est du fabricant. Les intérêts sont distincts; le problème n'est pas de les confondre, mais de les concilier. Chez nous, quand on ne se convient plus, on se quitte; dans la Manufacture, au contraire, l'ouvrier est en quelque sorte asservi. S'il veut trouver de l'ouvrage ailleurs, il est souvent obligé de changer de ville et d'émigrer avec les siens. La grande manufacture est comme l'aigle, elle règne sur un certain rayon de pays.

Un journaliste éclairé, Kauffmann, a très bien décrit la Manufacture comparée à notre Fabrique, et fait ressortir les avantages matériels et moraux qui sont le fait de notre organisation.

» Dans la Manufacture, dit-il, les ouvriers, non propriétaires
» des métiers, travaillent loin du foyer domestique dans d'im-
» menses ateliers qui en abritent plusieurs centaines. Les hom-
» mes sont séparés des femmes, les enfants sons répartis çà
» et là comme une matière, selon les besoins du travail. Pour
» cette population de travailleurs, la famille n'existe plus. Les
» douceurs en sont inconnues à ses divers membres que rien
» ne réunit, sinon durant le jour la même fatigue, le soir le
» même besoin de repos.

» Pour le mari, nul de ces doux soins de la femme qui
» adoucissent les rigueurs pesantes du travail, aident à sup-

» porter les peines, soulagent de la lassitude, consolent du
» chagrin. Sous le rapport matériel, cet homme qui travaille
» péniblement est complètement abandonné, sa nourriture est
» réduite à la plus déplorable simplicité.... La femme, l'enfant
» sont traités de même sous ce rapport, et leur santé plus frêle
» souffre et s'altère.

» La femme ne connaît pas cette douce protection que le
» mari exerce. Séparée constamment de lui, elle est livrée
» à toutes les excitations des propos libres des grands ateliers.
» Elle est en butte à toutes les séductions, à toutes les solli-
» citations des chefs, des maîtres, des contre-maîtres qui don-
» nent ou refusent à leur gré le travail et règnent dans les ate-
» liers en souverains.

» L'enfant est abandonné plus complètement encore; car il
» n'a pas le jugement qui distingue, la raison qui conseille.
» Le vice entrera peu à peu dans son âme, et pervertira tous
» les germes heureux que Dieu y avait mis. Pour lui, point de
» bons exemples à suivre, point de ces leçons permanentes que
» le père et la mère donnent constamment sans même que l'en-
» fant s'aperçoive qu'on veille sur lui Il échappe, dans la
» grande manufacture à la direction maternelle, et si, le soir,
» il peut entendre quelques principes de morale, les recom-
» mandations d'un moment balanceront-elles les tristes ensei-
» gnements de la journée dont l'écho bourdonne dans ses sens
» qui s'éveillent?

» L'organisation de la fabrique lyonnaise a, sous ce triple
» rapport, de précieux avantages. Ici la famille existe dans ce
» qu'elle a de plus complet, et ses divers membres se rendent
» des services mutuels et constants. Tous travaillent, il est vrai,
» parce que le gain de chacun est nécessaire aux besoins de
» tous, mais du moins les membres de la famille ne sont pas
» séparés. Le père veillera sur l'enfant, la femme sur tous les
» deux avec son cœur d'épouse et de mère. Les leçons de mo-
» rale découleront de l'exemple; on jouira ensemble du bien-
» être; ensemble on supportera les privations qu'impose trop
» souvent le manque de travail. La douleur ne sera pas moins

» amère, la peine moins poignante; mais si la souffrance fai-
» sait éclore quelque pensée mauvaise, dangereuse dans le cœur
» de l'un des membres de la famille, les autres l'étoufferaient
» par leurs conseils, ou l'empêcheraient par leur autorité de se
» traduire en faits.

» Il résulte de cette organisation manufacturière un autre
» avantage que les hommes superficiels apprécieront moins que
» les avantages précédents, mais dont les économistes compren-
» dront toute l'importance, et qui exerce en réalité une action
» puissante sur la situation morale des ouvriers.

» Dans la Manufacture, l'ouvrier n'est guère qu'un manœu-
» vre; la direction, la pensée, l'ordre sont confiés à des chefs.
» L'ouvrier n'a plus qu'à agir, qu'à remplir le rôle d'une ma-
» chine mise en mouvement par un moteur.

» Dans l'Atelier lyonnais, le chef est créateur, du moins
» dans un certain ordre d'idées. Ce que le dessinateur a ima-
» giné, ce qu'il a entrevu quelquefois d'une manière vague,
» incomplète, le chef d'atelier l'exécute en traduisant sa pen-
» sée, en fixant parfois ce qu'elle a d'irrésolu, d'indéterminé.
» C'est là une des causes auxquelles il faut attribuer la supé-
» riorité des fabriques organisées sur le modèle de la nôtre.

» Le chef d'atelier propriétaire des instruments de travail, a
» plus d'indépendance que l'ouvrier forcé d'aller travailler hors
» de chez lui. Les conditions du travail peuvent dès-lors être
» débattues entre lui et le fabricant, sur des bases plus égales
» et plus justes. La dignité de l'homme gagne donc à cette
» organisation vraiment supérieure de l'Industrie. »

C'est par ces pages fortes et vraies, que Kauffmann a fait ressortir les principaux avantages de notre organisation, la famille, l'indépendance, le progrès, sinon le bien-être de l'ouvrier.

L'agglomération immédiate en manufacture aurait pour résultat la dépréciation des maisons désertées par les ouvriers et qu'ils occupent actuellement. Ce serait une perte immense qui n'atteindrait pas seulement les propriétaires, mais la fortune publique de toute notre cité.

Dans la communauté des intérêts, que deviendrait le mobile

si puissant de l'intérêt privé? Il serait absorbé et comme noyé dans l'intérêt général. Tous travailleraient bien dans la perspective d'un bénéfice, mais d'un bénéfice obscur, incertain, éloigné. L'imagination ne toucherait plus du doigt le bénéfice promis au travail, parce que les termes entre le bénéfice et le travail ne seraient pas assez simples, trop multipliés. L'activité s'engourdirait donc; on compterait trop sur la puissance de l'association et l'on ne ferait pas assez d'efforts privés.

Celui qui aurait la haute main sur l'industrie serait dans une situation difficile : ou ce chef serait dégagé de tout contrôle, et les intérêts de tous seraient livrés aux mains d'un seul; ou ce chef serait pourvu d'un conseil pour éclairer ses actes et modérer ses écarts. Ce qu'il y aurait à craindre dans ce deuxième état de chose, ce serait une entrave au libre développement de la pensée industrielle. Le conseil, avec l'idée louable de mettre plus de sagesse dans les opérations, nuirait à la liberté et au progrès. Il pourrait paralyser dans son premier essor une tentative coûteuse d'abord, mais fructueuse par la suite. Tout progrès n'est-il pas précédé d'efforts, de sacrifices, d'essais plus ou moins heureux? On risquerait donc de couper court aux inventions, en mettant en présence le novateur et la censure, c'est-à-dire deux éléments contraires, le présent et l'avenir. Car le novateur représente les intérêts futurs, sa sphère c'est l'avenir; le conseil de censure, au contraire, est gardien des intérêts actuels, sa sphère c'est le présent. Ainsi, double alternative : ou le chef sans contrôle et des intérêts peut-être compromis; ou le conseil de censure, et le progrès paralysé.

Il faut donc se garder de toucher à notre organisation pour revenir à la Manufacture. Ce serait compromettre la cause des travailleurs et détruire la liberté par qui nos ouvriers peuvent devenir plus habiles. — Ce n'est donc point par la confusion des intérêts, ni par l'expropriation de notre industrie au profit de l'Etat, ni par la subite augmentation des salaires que la réforme doit être tentée. L'association est

utile, mais nous croyons qu'elle n'est pas où on l'a placée. Il est juste, il est nécessaire que nos ouvriers gagnent davantage. Il ne faut pas que le tisseur passe sa vie entière dans la privation pour mourir dans l'abandon, l'avilissement et la misère. C'est une barbarie et un exemple immoral que cette impuissance du travail dans la première industrie du monde. Il faut, au contraire, que l'ouvrier retire un bien-être légitime de son travail. Soldat industriel qui combat pour la patrie à sa manière, il faut, quand la vieillesse vient l'atteindre, après qu'il a vu passer tant de cette soie précieuse dans ses mains pures, qu'il trouve enfin une retraite assurée contre la misère. Il faut aussi, quand il a fait une invention utile, qu'on soit moins avare envers lui d'une récompense nationale.

II

DEUXIÈME CAUSE DE MALAISE.

Discontinuité du Travail.

La discontinuité du travail est le fruit d'une production exagérée. Il est clair que si la production dépasse la consommation, il faut bien que les bras s'arrêtent quand il y a encombrement des produits, et qu'ils attendent que la consommation ait rétabli l'équilibre en absorbant le surplus de la production.

Mais l'excessive production elle-même provient de l'excessive concurrence. Trop de bras se disputent le travail, trop de fabricants se disputent les commissions; d'où le système de production à vil prix et celui de l'extrême bon marché.

Cette manière d'être de notre Fabrique n'a pas toujours existé. Son origine est dans la paix, elle remonte à 1815. L'histoire de cette tendance nouvelle est assez curieuse pour être esquissée ici; elle pourra fournir quelques lumières à ceux qui se préoccupent de notre industrie.

Dès cette époque, l'impulsion donnée à tous les esprits par la prodigieuse activité de Napoléon, ne trouve plus d'issue que dans une seule carrière, l'Industrie. Le monde nous est fermé et

la masse des intelligences inoccupées par la paix, va se précipiter dans l'Industrie.

La nôtre, essentiellement mobile et progressive, est la première dans ce grand mouvement. La machine de Jacquard, dès 1817, multiplie considérablement le nombre des métiers. Cette machine, véritable conquête de notre industrie, crée l'étoffe légère à côté du meuble d'autrefois, et, fille de la Révolution française, popularise la soie jusqu'alors parure féodale.

A cette époque commence une période de prospérité croissante. Lyon est sans rivaux dans toute l'Europe. Nos tissus sont enlevés par l'Amérique. La Prusse, Berlin, la Suisse, l'Angleterre, luttent en vain contre nos soieries : elles sont partout préférées, nous sommes partout vainqueurs.

Mais les gouvernements étrangers, effrayés de notre essor, et jaloux de notre prospérité, commencent à nous entraver sur leurs marchés. Des impôts successifs viennent peser sur nos soieries; les débouchés nous sont peu à peu fermés; le malaise et la réaction commencent.

Après avoir fait victorieusement concurrence à l'Etranger, nos fabricants sont forcés de se replier sur eux-mêmes. Ils commencent à se disputer le marché intérieur, et entrent dans un système de concurrence acharnée qui doit enfanter le vil prix et jeter la perturbation dans nos traditions industrielles.

Une idée attrayante en principe, funeste dans ses extrêmes conséquences, s'est fait jour et grandit : — le bon marché.

Abaisser de plus en plus le prix revenant de l'étoffe, n'est-ce pas populariser la soie, lui créer un immense débouché à l'intérieur en la faisant descendre de la classe aisée, qui est restreinte, dans la classe ouvrière infiniment plus nombreuse? Ce système se présente donc avec toutes les apparences de la raison. La production et la consommation sont comparées aux deux bassins d'une balance dont l'un s'élève quand l'autre s'abaisse : la consommation doit augmenter quand la production diminue ses prix, elle diminue quand les produits sont plus chers. Mais on oublie que ce mouvement a des bornes, et qu'après certaines limites, la

consommation n'augmente plus, quoique le prix des produits s'abaisse toujours.

C'est sous l'empire de ce principe, généreux, s'il est modéré, désastreux, s'il est sans mesure, que le problème des nouveaux débouchés fut tenté.

Le nombre des ouvriers n'augmenta guère plus, parce qu'il y avait impossibilité de vivre, mais celui des fabricants et des commissionnaires continua toujours de s'accroître, pendant que les débouchés diminuaient, parce que l'on comptait trop sur les prodiges du bon marché. Les entraves s'agrandissant toujours à l'extérieur, la consommation de la classe riche devenant insuffisante, il fallut bien, au sein de cette paix tant vantée qui n'offrait au plus grand nombre d'autre carrière que l'Industrie, forcer, sous peine de périr, les barrières de la consommation intérieure, pour languir après avoir trop produit, puis précipiter de nouveau la production, pour tomber dans un malaise plus général encore. Telle est l'histoire des crises périodiques des dernières années; crises de plus en plus prononcées, de plus en plus menaçantes qui ne pouvaient aboutir qu'à une révolution sociale. Ce tableau de notre malaise est celui de toutes les industries françaises : car toutes elles souffrent, toutes elles ont les mêmes tendances.

Louis-Philippe semblait s'être fait le champion de l'étranger contre la France. Il voulait refouler sur l'intérieur toutes les forces productives de notre pays, et ne comprenait pas ce que Napoléon avait bien compris, que le génie de cette France progressive, c'est l'Expansion au dehors et la Propagande.

Notre révolution, c'est donc une révolution sociale; l'organisation du travail, c'est un appel aux peuples, un cri d'indépendance industrielle, à toutes les nations. Tâchons que cette organisation soit raisonnable pour qu'elle soit bonne, et que l'exemple de notre prospérité matérielle et morale excite le Monde à nous imiter.

Remède proposé contre la discontinuité du Travail.

TRAITÉS DE COMMERCE ET NOUVEAUX DÉBOUCHÉS EXTÉRIEURS.

Quelques-uns, frappés de ces crises périodiques qui nous font tant de mal, et préoccupés du désir de les voir cesser, ont demandé au Gouvernement des traités de commerce qui ouvrissent à nos soieries de nouveaux débouchés extérieurs. Si le Gouvernement peut faire quelque chose dans ce sens, les résultats n'auront pas toute l'importance qu'on imagine, et la racine du mal ne sera pas coupée. L'Europe, en effet, ne semble plus qu'un vaste champ de bataille où toutes les industries occupent une position retranchée. L'espoir de nouveaux débouchés est démenti par les efforts de tous les gouvernements pour développer chez eux des industries rivales des nôtres, et surtout pour arriver, par leurs fabriques, à se passer de nos soieries. Les tentatives fréquentes d'embauchement de nos ouvriers, — les offres avantageuses faites de de temps en temps à nos dessinateurs, — le vol organisé de notre nouveauté et de nos dessins de fabrique, — les tarifs qui pèsent partout sur nos soieries, et qu'on ne retouche que pour les augmenter, sont autant de faits qui prouvent que les gouvernements de l'Europe sont peu disposés à nous

ouvrir de nouveaux débouchés, et sont encore loin d'accepter le Libre-échange.

Le Libre-échange est bien un progrès; c'est même un grand moyen de fixer les industries, de faire vivre avec plus de vigueur les industries indigènes, celles qui naissent du sol ou du génie national, et d'étouffer ces industries bâtardes qui s'obstinent à végéter sur un sol étranger, comme ces mauvaises herbes qui usurpent la place d'une végétation généreuse. Le Libre-échange est un bien, c'est la spécialité sur de larges bases remise en vigueur; c'est par lui que la France doit guider encore les nations; mais c'est une mesure prématurée. Elle ne peut se réaliser tant que l'Europe ne sera pas entièrement démocratique. Il faut auparavant que nos industries nationales s'organisent : car si le Libre-échange nous surprenait dans l'état où nous sommes, il ferait triompher l'Angleterre aux dépends de la France, et proclamerait le monopole au lieu de proclamer la liberté. Il faut donc, je le répète, que nos industries s'organisent, que tous nos travailleurs se groupent en colonnes serrées pour recommencer contre l'Europe les grandes batailles, surtout contre l'Angleterre, et pour donner l'Industrie libre aux nations.

Ainsi, à cette heure, l'espoir de nouveaux débouchés est inadmissible; ce n'est qu'à la dernière extrémité que les gouvernements de l'Europe donneront satisfaction aux besoins de leurs peuples, et nous ouvriront leurs ports et leurs marchés. Mais des débouchés inconnus nous fussent-ils ouverts, un nouvel essor fût-il donné à notre Fabrique, le bien-être qui en ressortirait ne serait qu'éphémère : il s'évanouirait devant l'émigration des campagnes. Car nous sommes dans cette position défavorable, qu'au moindre signal de prospérité, l'invasion des campagnes commence, parce que l'Agriculture n'est pas encouragée.

RÉFUTATION DU SYSTÈME EXCLUSIVEMENT BASÉ SUR L'EXTRÊME BON MARCHÉ.

Voyons à quel poiut le bon marché est applicable aux étoffes de soie. La soie est-elle un objet de luxe ou de première néeessité? A-t-elle les qualités de la laine, du lin, du eoton; peut-elle aspirer à les remplaeer dans la eonsommation générale, et doit-elle dès-lors poursuivre avaut tout la réalisation de l'extrême bon marché?

Non : la soie reste, en dépit de tous les efforts, par sa nature, sa finesse, son usage, son prix élevé en matière première, par l'art et les variations eoutinuelles du tissu, un objet de luxe dont à la rigueur on peut se passer. Sa eonsommation est donc limitée, et c'est une erreur en principe, une perturbation grave en application de la pousser avant tout dans les termes extrêmes du bon marebé.

D'aillenrs qu'est-ec que le bon marché? On s'est mépris étrangemeut sur le sens de ee mot, et eeux qui exploitent la crédulité publique en ont seuls profité. Croit-on faire un bon marché toutes les fois qu'on dépense peu? Le bon marché, n'est-ee pas un rapport entre l'objet vendu et l'argent déboursé? Si l'objet ne vaut pas l'argent, quoique la somme soit modique, ee bon marebé eoûte eher; si l'objet vaut l'argent, quoique la somme soit plus forte, e'est vraiment alors un bon marché.

Loyalement parlant, l'application du grand bon marebé aux étoffes de soie est impossible. Lors même qu'en supprimant tout ee qui est de luxe, on réduit les frais de fabrieation à leur plus simple expression, le prix de la matière première maintient toujours l'objet fabriqué à une valeur beaueoup plus élevée que celle des autres tissus. Le seul parti alors est d'employer une matière de qualité inférieure et en moins grande

quantité qu'il est convenable ; mais, dès-lors, l'étoffe n'a plus de solidité, et l'acheteur est trompé.

Dans les étoffes de soie, trois conditions doivent passer avant le bon marché : l'application intelligente de la matière au tissu, la perfection de la main d'œuvre, et le bon goût. Qu'à cela se joigne le bon-marché, s'il est possible, et toutes les conditions seront remplies. Notre industrie sera vraiment supérieure et n'aura rien à craindre de l'étranger.

C'est pour avoir méconnu ces principes et s'être jeté, par un système contraire, à la poursuite obstinée du bon marché ; c'est pour avoir voulu faire des masses et pour avoir sacrifié la qualité à la quantité, que nos fabricants ont fait décliner notre industrie et se sont sacrifiés eux-mêmes avec toute la classe ouvrière. Car c'était une singulière manière d'augmenter la consommation et de la faire descendre dans le peuple, que d'avilir de plus en plus la main-d'œuvre et de mettre l'ouvrier dans l'impossibilité de s'enrichir et de consommer.

Je vais plus loin : je dis que le but du bon marché est manqué, celui d'étendre la consommation ; que ce sont les riches presque seuls qui en profitent ; que c'est pour eux que le bon marché semble inventé ; qu'ils consommeraient tout autant de tissus plus beaux, en les payant plus chers, puisqu'ils ont les moyens de les payer, et que les économies que le bon marché leur procure sont autant de perdu pour le bien-être de l'ouvrier. Je dis que les masses ne touchent guère à la soierie, parce que leur position n'est pas prospère, et que c'est un fait plutôt regrettable que désirable, que cet entraînement vers un luxe immodéré, offert par le prétendu bon marché, quand les salaires sont si modiques, quand le travail manque, quand on a déjà tant de peine à vivre. Laissons donc les riches se distinguer par de riches habits ; plus ils auront de vanité, plus nous y gagnerons ; leur luxe, c'est un impôt naturel qu'ils payent à tous les travailleurs.

Il faut donc conclure évidemment que la soie ne peut être détournée de sa véritable destination qui est le luxe, sans porter

préjudice au sort de nos ouvriers; — que la seule chance d'écoulement pour nos produit est dans la consommation de la classe aisée ; — que le véritable développement de la soie est dans la qualité et non la quantité; — et que la supériorité de notre fabrique sur les fabriques de soieries étrangères n'est pas seulement dans le bon marché, mais surtout dans un goût plus pur, dans une combinaison plus savante de l'étoffe, dans une main-d'œuvre plus parfaite, et dans l'appropriation au tissu de matières premières supérieures, sous le triple rapport de la nature, du nerf et de la régularité.

CONSÉQUENCE DE LA DISCONTINUITÉ DU TRAVAIL :

L'ABSENCE DE SPÉCIALITÉ ET DE PERFECTION.

L'insuffisance des débouchés et l'extrême facilité de produire rendant le travail rare et recherché; il n'y a que les articles nouveaux, ceux qui ont un cachet d'originalité, qui puissent offrir à leur début quelque espérance de succès. Dès-lors, c'est à qui se précipitera le premier, c'est à qui laissera une spécialité languissante pour une nouveauté qui promet en imagination souvent plus qu'elle ne tient en réalité.

De cette mobilité perpétuelle résulte l'imperfection de la main-d'œuvre. On ne peut s'attacher à aucun genre, l'affluence des bras les use et les épuise tous avant leur temps, puis viennent le vil prix et les sacrifices quand la mode est lasse et demande du changement. Il faut aller à de nouveaux tissus, faire constamment de nouveaux apprentissages, et nulle perfection ne peut s'acquérir.

En outre les dépenses réitérées que tous ces changements nécessitent, exercent une action sur le prix de la main-d'œuvre, et sur les frais généraux du fabricant. Dans cette masse d'essais tentés par eux, le plus grand nombre est infructueux. Sur mille articles produits par l'imagination lyonnaise, un seul parfois a touché juste et s'enlève. Tout le reste est perdu. On ne sait pas

tout ce qu'a coûté d'essais, de soie, de temps sacrifié, le moindre article qui voit le jour. Ces frais sont inaperçus, mais ils réagissent sur le producteur qui se ruine, ou sur le consommateur qui doit les payer.

Le vice de ces tentatives multipliées et infructueuses est-il inhérent à notre Fabrique? Sommes-nous condamnés à les reproduire toujours? Je ne le crois pas. Quand la spécialité sera remise en vigueur; — quand nos ouvriers adopteront un genre et n'en sortiront pas; — quand nos fabricants ne toucheront qu'un tissu, qu'une seule matière première; — quand pour eux la mode ne sera plus un hasard mais un art ; ses mouvements, une imprévoyance mais une science ; les combinaisons seront plus sûres, les essais moins nombreux, moins coûteux, l'étoffe mieux exécutée. La variété ne disparaîtra pas, mais elle se concentrera sur de bons articles. On agira avec plus d'ensemble, plus de célérité, plus d'aplomb. Tous gagneront donc à ce que chacun soit à sa place et plus instruit; la spécialité est une force, le gaspillage une impuissance.

III

TROISIÈME CAUSE DE MALAISE.

Cherté des Subsistances.

J'arrive au fait capital, — les subsistances. — Si l'ouvrier languit dans les villes, c'est que tout y est trop cher. D'où vient ce vice radical, la cherté des subsistances?

Le mal social est dans ces deux mots : — Trop de bras dans l'Industrie et pas assez dans l'Agriculture. — Tandis que les produits de l'Industrie surabondent et sont dépréciés, l'Agriculture est en souffrauce. La terre, cette mère nourricière des hommes, ne rend pas tout ce qu'elle doit rendre; ses produits ne sont pas assez abondants; le consommateur les paye trop cher, sans que l'agriculteur en profite. Entre eux s'élève un intermédiaire rongeur de capitalistes et d'accapareurs qui font la baisse et la hausse, qui sont maîtres des moyens de transports, et qui prélèvent sur les vrais travailleurs un impôt forcé, comme autrefois ces brigands féodaux qui du haut de leurs tours crénelées rançonnaient à merci le pauvre voyageur. Ainsi, c'est quand la récolte est mauvaise, c'est quand le pain est plus rare, quand la misère est plus profonde, que les accapareurs en profitent pour s'enrichir, s'engraisser, s'arrondir. Et le cri du peuple n'est pas juste! Et la colère de Dieu n'éclate pas!

Remède proposé contre la cherté des Subsistances.

RÉDUCTION OU SUPPRESSION DE L'IMPÔT.

Une mesure a été proposée pour améliorer le sort des travailleurs dans les grandes villes, — la réduction ou la suppression des impôts qui pèsent sur les subsistances. — Nous allons discuter cette mesure que le Gouvernemeent, par un paternel sacrifice, semble vouloir aujourd'hui généraliser.

Evidemment si les subsistances étaient moins chères, la position de l'ouvrier serait meilleure, cette diminution vaudrait une augmentation de salaire.

Espère-t-on y arriver par la réduction ou la suppression de l'impôt? je dis que cette mesure est insuffisante. Tant que la concurrence acharnée règnera dans notre industrie, le système de production à vil prix subsistera, le travail trop rare pour les bras sera mis à l'enchère, et les travailleurs seront d'autant moins exigeants que le Gouvernement aura fait plus de sacrifices pour améliorer leur sort.

Admettons que, par un accord unanime, difficile à trouver, les ouvriers maintiennent le prix de la main-d'œuvre : la mesure en sera-t-elle plus fructueuse? Non. Voici ce qui se produira. Deux termes sont en face de l'impôt, le Consommateur et le Producteur. L'impôt levé, croit-on que le Consommateur seul en profitera? Le Producteur ne voudra-t-il pas y trouver sa part, une large part? il augmentera ses prix comme cela s'est déjà vu après 1789, et le bénéfice du Consommateur sera peu de chose.

J'admets encore que l'intérêt, ce puissant mobile, n'ait aucune action sur l'esprit des producteurs, et qu'ils n'augmentent pas le prix de leurs produits ; j'admets que le prix de la main-d'œuvre soit maintenu par les ouvriers ; croit-on que leur bien-être

sera durable? Le phénomène de l'émigration des campagnes se produira immédiatement avec plus de force, parce que le bien-être des villes sera augmenté.

A la vue de notre prospérité, tout ce qui est jeune, inquiet, entreprenant, dans le peuple des campagnes, prendra la route de notre grande ville et viendra demander à l'Industrie sa part de bonheur. C'est un fait prouvé par l'expérience que cette puissance d'attraction exercée par les campagnes sur les grandes villes où, comme dit Louis Blanc, l'Industrie fait concurrence à l'Agriculture. La masse des bras deviendra donc disproportionnée; si le prix du travail se soutient, le chômage du moins sera forcé, et la suppression de l'impôt n'aura produit qu'un sacrifice pour le Gouvernement, sans compensation pour le bien des travailleurs.

Tel est le cercle vicieux et sans issue en apparence dans lequel se meut notre société imparfaite. Le bien-être de l'Industrie produit immédiatement la désertion des campagnes, ou l'augmentation du prix des subsistances qui deviennent plus rares, et le chômage, c'est-à-dire l'insuffisance de la main-d'œuvre dans les grandes villes.

Chez nous, cette concurrence faite par l'Industrie à l'Agriculture est si forte, que l'Industrie ne se contente pas d'attirer à elle les bras de la terre : elle va chercher l'Agriculture jusque sur son terrain; et l'ouvrage, si rare déjà dans notre ville, où les bras fourmillent, nous est encore enlevé par ceux des campagnes, qui négligent le travail de la terre pour des travaux moins rudes et comparativement mieux rétribués, puisque chez nous pèsent des impôts plus lourds. Le travailleur des villes a donc raison en droit, sans que nous approuvions pourtant les voies de fait qui gâtent sa cause, de réclamer aux campagnes le travail de l'Industrie, dont les campagnards s'emparent injustement pour négliger l'Agriculture. Or, c'est du sein de la terre que sort tout le bien-être d'un pays; il faut donc que le Gouvernement, par de sages mesures, arrête la diffusion de l'Industrie dans les campagnes, et rende à la terre les bras qui lui manquent.

L'Agriculture est négligée! là est la plaie profonde, radicale,

redoutable. Aux grands maux les grands remèdes ! Il faut le crier hautement, partout, sans cesse, afin que nos Représentants mettent enfin la main à l'œuvre, et fassent renaître la prospérité en France.

C'est vers la terre qu'il faut tourner nos premiers regards. Tout ce que vous ferez avant de vous adresser à elle, ne produira qu'un surcroît de malaise. Changez les termes, encouragez vigoureusement l'Agriculture, inquiétez-vous moins des industries : c'est l'excès de vitalité qui les tue. Dégagez-les en créant des travaux dans les campagnes ; rétablissez l'équilibre du travail, en ramenant les bras où ils manquent, et bientôt vous verrez le sort des villes changer. Tout le bien que vous ferez à l'Agriculture rejaillira doublement sur l'Industrie, et par des subsistances plus abondantes, et par un travail plus soutenu, mieux rétribué. Il y a une masse de travaux à entreprendre. Ne peut-on pas cultiver ce qui est en friche, dessécher, assainir, fertiliser les marais, diviser les communaux, — la division de la terre est bonne, quoi qu'on dise, elle multiplie la propriété, et réalise autant que possible le partage des biens ; — endiguer les fleuves, préserver, par là, des terrains et reconquérir les espaces perdus. Il faut faire des avances aux cultivateurs, de grains, d'outils, d'argent, et créer pour cela des banques agricoles. Il faut abolir le remplacement militaire qui retombe tout entier sur l'Agriculture et qui ôte encore des bras aux campagnes. Il faut enfin remettre le travail de la terre en honneur, décerner des récompenses nationales pour les cultures heureuses, pour l'appropriation des terrains aux produits. L'oubli dans lequel on a laissé les nourriciers de toute la famille humaine, est injuste : ils méritent d'être aidés, honorés. Le grand problème de notre époque, — l'amélioration du sort des classes pauvres, — ne pourra trouver sa solution que dans le développement de l'Agriculture. Tout l'avenir de la France est là ! (1)

(1) Club central de l'Agriculture.

CONCLUSION.

Telle est la tâche de ceux qui nous gouvernent : — Arrêter l'émigration dans les grandes villes, en organisant l'Agriculture. — La nôtre est moins difficile, moins vaste, et demande moins de temps pour s'accomplir : — Réglementer notre industrie pour détruire ce qu'elle a d'accidentel et de défectueux, le vil prix et l'excès de la concurrence; mais conserver ce qu'elle a de radical et de généreux, la spécialité, la famille, la liberté.

Je conclus en proposant sommairement les mesures suivantes :

Que le nombre des apprentis reste illimité, mais qu'ils soient désormais soumis à certaines formalités, à certaines conditions d'admission. — Par exemple, qu'ils certifient de leur nationalité, qu'ils aient un âge prescrit, qu'ils sachent lire, écrire et passablement compter.

Que le temps d'apprentissage soit exigé rigoureusement, et qu'avant d'obtenir leur livret, les apprentis soient soumis à un examen de capacité, devant une commission prise au sein des ouvriers. — Nous insistons sur ce point, parce que l'absence de tout contrôle dans l'admission de nos apprentis et de nos ouvriers, est une cause de mauvaise fabrication. Dans les autres corps d'état, l'ouvrier est tenu, avant de passer maître, de faire son essai, son chef-d'œuvre. Dans la soierie, pour admettre un apprenti au rang de compagnon, il suffit que le maître d'apprentissage fasse pour lui la demande du livret, sans justifier que l'apprenti est capable, et qu'il a travaillé le temps voulu. Aucune surveillance sérieuse n'est exercée sur le maître, et cependant cette garantie serait nécessaire, car son intérêt avant tout, nous l'avons dit, c'est de tirer de l'apprenti le plus possible, en le faisant travailler sans relâche. L'apprenti, presque toujours jeune, est donc livré à sa propre impulsion, et ce qu'il acquiert, il le doit à la routine ou à un jugement prématuré.

Que tous les ans il soit prélevé sur la caisse sociale dont nous allons parler, une certaine somme destinée à certains compagnons pour les mettre dans le cas de passer maîtres et de faire les premiers frais d'un métier. Le chiffre total de cette somme dépendra des ressources de la caisse ; le chiffre partiel applicable aux premiers frais du métier sera fixé ; le nombre des compagnons à récompenser le sera également ; le choix en sera fait par l'élection, parmi les plus méritants et en même temps les plus nécessiteux. — Cette mesure ne serait-elle pas morale, n'encouragerait-elle pas le compagnon à s'élever à une position supérieure par la conduite et le travail ?

Que, pour venir en aide aux chefs d'ateliers, il leur soit concédé un vaste local, une caserne inoccupée par exemple, où ils déposeraient, sous la surveillance d'employés choisis par eux, ceux de leurs *harnais* et ustensiles qui leur sont actuellement inutiles. Une expertise en serait faite, et un récépissé en serait délivré. La société des tisseurs amortirait d'abord une partie de cette dette, sans le secours de capitaux, en louant lesdits *harnais* et ustensiles à ceux qui pourraient en avoir besoin pour fabriquer tel ou tel article. Au bout d'un laps de temps déterminé, on liquiderait définitivement la dette au moyen des ressources de la caisse fraternelle dont nous allons parler ; alors on pourrait baisser, à l'avantage de tous, le prix de location de ces objets. — La création de cet entrepôt ferait disparaître une des plaies qui affligent notre classe ouvrière : la nécessité, pour le maître, de faire constamment les frais de nouveaux montages ; et, de plus, on remettrait en activité un capital considérable qui dort et s'altère dans les greniers.

Que tous les commis de la fabrique et de la commission ne puissent être admis à cette qualité, qu'à la condition d'un apprentissage sérieux fait dans l'atelier et dans les formes prescrites. — Cette mesure ramènerait l'égalité d'origine entre tous les membres de notre grande fabrique, et formerait de meilleurs fabricants, en les faisant passer tous, le riche comme les autres,

à la commune et meilleure école, l'apprentissage dans l'atelier.

Que la société des Tisseurs lyonnais possède une caisse fraternelle, pour assurer une retraite aux vieillards, aider les infirmes et récompenser les compagnons comme nous venons de l'expliquer. — Cette caisse pourrait être ainsi composée et accrue : 1° d'une taxe fixe ou proportionnelle, prélevée sur la façon de chaque pièce fabriquée. — Cette taxe par pièce nous semble préférable à la taxe par métier, parce qu'elle excepte le chômage ; en outre la perception en serait plus facile, les fabricants pouvant en faire eux-mêmes la retenue au règlement de chaque pièce, comme ils font pour les sommes dues à la caisse de prêt ; puis le caissier social n'aurait plus qu'à faire de temps en temps une tournée en fabrique pour toucher le montant de ces taxes ; — 2° d'une somme de 10 à 20 fr. que tout fabricant et tout commissionnaire serait tenu de verser annuellement ; 3° des amendes qui seraient imposées pour contraventions aux règlements, comme aussi de celles dont la Commune devrait frapper, dans l'intérêt de la salubrité publique, les propriétaires négligents des maisons qu'habitent les ouvriers.

Que tous les commis des fabricants et des commissionnaires, après deux ou trois années de collaboration dans une maison, soient admis à une part proportionnelle dans les bénéfices. — Cette mesure aurait deux résultats importants : elle arrêterait la trop grande mobilité des employés de fabrique qui portent constamment les genres d'une maison à une autre, et empêchent la spécialité ; elle réduirait le nombre trop considérable des fabricants et des commissionnaires, en satisfaisant la juste ambition d'employés zélés ou habiles ; tandis qu'aujourd'hui les employés, trop souvent exploités par leurs chefs, sont poussés à se mettre fabricants, seul moyen de prendre part aux bénéfices de la fabrique ; d'où résulte la concurrence acharnée au désavantage de tous.

Enfin, qu'une école de la soie, non pas comme tissu, mais comme matière première, soit créée pour l'instruction exclusive de ceux qui travaillent dans notre Fabrique. — Dans cette

école, unique au monde, on puiserait des connaissances trop rares, sans lesquelles il n'est point de bon fabricant. On apprendrait, par l'expérience pratique, à connaître la soie sous le rapport de son origine, de son nerf, de sa régularité, de sa préparation, de son emploi.

Toutes ces mesures sont immédiatement réalisables, elles ne demandent aucun bouleversement, aucun grand sacrifice. Le développement de l'institution des prud'hommes, jusqu'ici imparfaite, peut aider beaucoup la Fabrique, et hâter sa transformation. Les mesures adoptées par eux seraient soumises à la sanction du Gouvernement qui leur donnerait force de loi. — Si, d'un côté, l'Etat détourne sagement des grandes villes ces flots des campagnes qui nous envahissent, et ouvre, par l'Agriculture, les seuls débouchés possibles au travail, il aura beaucoup fait pour nous. Mais c'est à nous de compléter la tâche. N'attendons pas pour cela l'initiative impossible du Gouvernement. Il a trop à faire au dehors et au dedans avant de s'occuper spécialement des détails de chaque industrie. Au lieu de perdre un temps précieux à attendre sans agir, prouvons que nous sommes dignes de nous gouverner en nous organisant nous-mêmes. Nul ne connaît mieux que nous les besoins de notre industrie, nul n'est plus à portée de les satisfaire. Il ne faut, pour raviver cette belle industrie, l'orgueil de la France et le désespoir des étrangers, ni efforts sublimes, ni capitaux gigantesques : — il suffit du bon vouloir et du simple bon sens.
